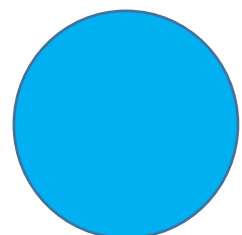
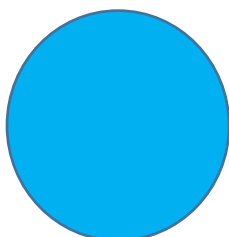
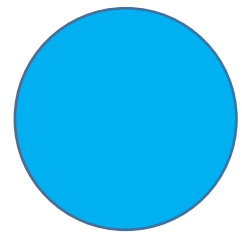
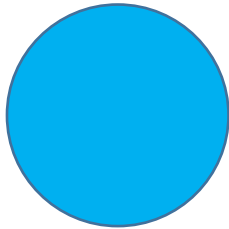




GLOBAL COMPACT RAPPORT 2018







1. La Lettre du Président

Le Groupe STACI a été fondé en 1989 par Jean Pierre MASSE toujours actionnaire en partie. Aujourd'hui fort de 21 sites en Europe, le Groupe raisonne sur le principe de business unit. Ce modèle permet de construire une structure à la fois proche de ces salariés mais aussi de ces clients avec une équipe dédiée.

Nos business unit nous permettent une évolution comme une PME favorisant pour nos employés une mobilité importante grâce à la duplication de nos process.

Depuis 2010, nous avons consolidés et développés notre système qualité et RH nous permettant de nous insérer chaque jour un peu plus dans une démarche RSE.

Afin d'ancrer celle-ci un peu plus au sein de la société, il a été décidé en 2015 d'adhérer au Pacte mondial des nations Unies. L'objectif premier étant de structurer notre politique, réfléchir à de nouveaux objectifs et plans d'actions et faire un bilan annuel des années précédentes.

Je remercie tous nos collaborateurs qui s'investissent dans nos actions et je réitère mon engagement à soutenir les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies.

Je m'engage également à faire une communication claire et publique de nos actions, de nos résultats et d'en informer aussi bien nos salariés que nos partenaires et clients.


Thomas MORTIER
CEO STACI

Sommaire

Lettre du président.....2

Présentation de STACI.....3

Nos clés de succès.....4

Notre expertise.....5

Notre actualité.....6

Les 10 Principes du Pactes des nations Unies

Droit de l'homme

Droit du travail

Environnement

Lutte contre la corruption

Le groupe

► Implantations STACI

► Partenaire STACI



- ✓ Création en **1989**
- ✓ **1 54 Millions d'euros** de CA en 2016
- ✓ **1300** collaborateurs
- ✓ Actionnariat : COBEPA (majoritaire) /Société Générale Capital Partenaires /Managers STACI
- ✓ **500** clients
- ✓ **10 Millions** de commandes par an

Notre activité respect nos 3 valeurs fondamentales :



Accompagner



S'engager



Innover

Notre activité

- Notre mission principale :

Simplifier la gestion de vos flux pour améliorer votre compétitivité

STACI c'est :

500

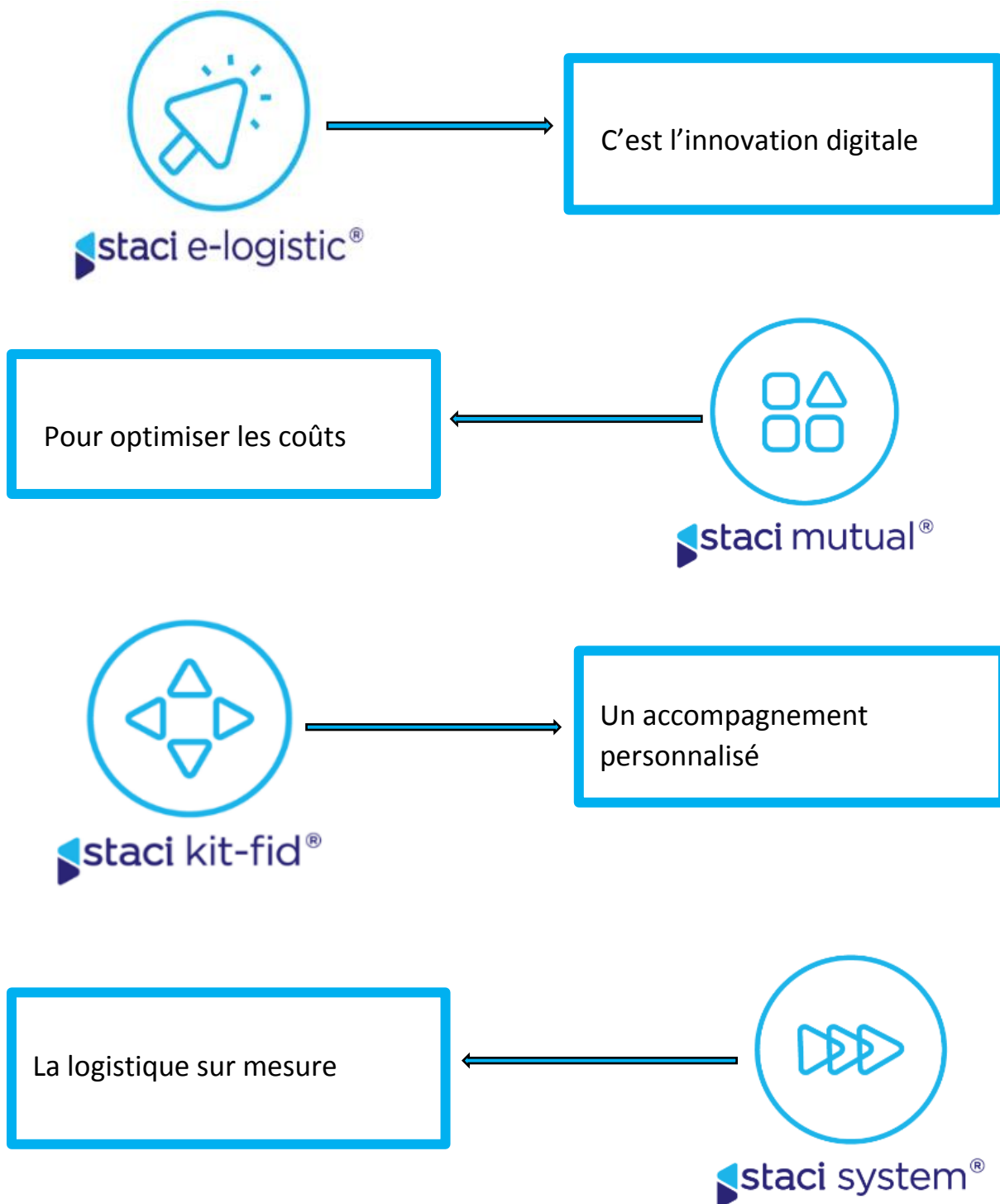
CLIENTS DE
1er RANG
DANS TOUS
LES SECTEURS
D'ACTIVITES

1300

COLLABORATEURS
25 ANS
DE CROISSANCE
CONTINUE

**10 MILLIONS
DE COMMANDES**

Nos clés du succès



Nos solutions



Notre valeur ajoutée :

- Sites multi-clients
- Mutualisation des ressources et des moyens
- Coûts variables "Pay as you use"
- Solutions personnalisables
- Optimisateur de transport
- Système d'information entièrement paramétrable

Sommaire



SECURITE



MAIN D'ŒUVRE



ENVIRONNEMENT



CONTRE LA CORRUPTION

Sécurité – Qualité

STACI du fait de la nature de son activité se doit de garantir la sécurité pour ses salariés. C'est pour cela que des ¼ d'heure sécurité sont organisés sur chaque site régulièrement.



« Votre Entrepôt Logistique »



L'Entrepôt logistique est notre lieu de travail avec une Co activité des genres. Cette Co activité est guidée par des codes couleurs via la signalétique ! comment la respecter ?



« Le code couleur »




- Rouge  => interdiction ou incendie
- Orange  => Produits Dangereux
- Jaune  => Attention DANGER
- Vert  => Premiers secours
- Bleu  => Obligation





De plus des audits Hygiène sécurité sont réalisés pour garantir de bonnes conditions de travail pour nos salariés. Ces audits vont permettre de mettre en place des actions correctives

staci RAPPORT GLOBAL - H&S - PREVENTION

Site : _____ Audit réalisé le : _____

				
ENVIRONNEMENT				
Entretien général du site				
Accès du Bâtiment				
Circulation dans l'entrepôt				
Parties confinées (entrees, salle de repos...)				
Anomalie(s) constatée(s)				
NOS PROCESS				
Accueil des transporteurs				
Accueil des salariés				
Accueil Clients				
Anomalie(s) constatée(s)				
Signalétique				
Respect de la signalétique				
Respect du plan de circulation				
Anomalie(s) constatée(s)				
Affichage				
Consignes Sécurité				
Affichage obligatoire (règlement intérieur, Inp du travail, horaires de travail...)				
Liste Nominative (SST, CHSCT...)				
Document Unique				
Anomalie(s) constatée(s)				
Sécurité				
CACES (autorisation de conduite, validité...)				
EPI				
Respect des consignes (interne, usage bloqué, engagement dans les sites...)				
Incendie (encombrement des accès)				
Anomalie(s) constatée(s)				

 **Points forts.**  **Points sensibles.**

Depuis quelques années STACI est membre du Club Déméter – logistique responsable

Le Club Déméter regroupe les acteurs de la chaîne logistique afin de développer des pratiques de logistique durable à travers l'expérimentation et la collaboration




Club Déméter
Logistique Responsable

Accueil | Le Club Demeter | Les Pilotes | Médias & Partage | Nous contacter

Le Club

- Le Club Demeter
- Fonctionnement
- Historique
- Les Membres
- Le Conseil

Les Membres

Le Club rassemble des entreprises leaders des secteurs de la distribution, de l'industrie et de la prestation logistique, ainsi que des acteurs publics.

32 % Industriels | **20 % Distributeurs** | **32 % Prestataires**

16 % Institutionnels

Newsletter

Recevez la lettre d'information, entrez votre adresse email ci-dessous.

Mots Clé

Supply chain Environnement
Développement durable
Agroalimentaire Actions Logistique
Solutions Opérationnelles
Optimisation Transport Emballage
Livraison Pollution

Vidéos

La main d'œuvre

Les actions de STACI :

- ❖ Création d'un livret d'accueil propre à chaque site STACI, ci-dessous un exemple de livret sur STACI 2 :
- L'objectif est d'informer, de guider le nouveau salarié de STACI

Informations spécifiques destinées aux personnes utilisatrices d'un chariot motorisé

Conditions préalables à la conduite d'un chariot

Etre en possession d'une :

- ✓ Autorisation de conduite signée par le responsable de l'établissement
- ✓ Visite médicale à jour constatant l'aptitude à la conduite
- ✓ CACES

Règles générales à respecter pour la conduite dans l'entrepôt

- ✓ Ne jamais transporter de passager sur le chariot
- ✓ Respecter les zones dédiées à la circulation des chariots et laisser la priorité aux piétons
- ✓ Respecter le sens de circulation au sein d'une même cellule ou vers une autre
- ✓ Port des écouteurs et utilisation du téléphone interdits pendant les heures de travail.

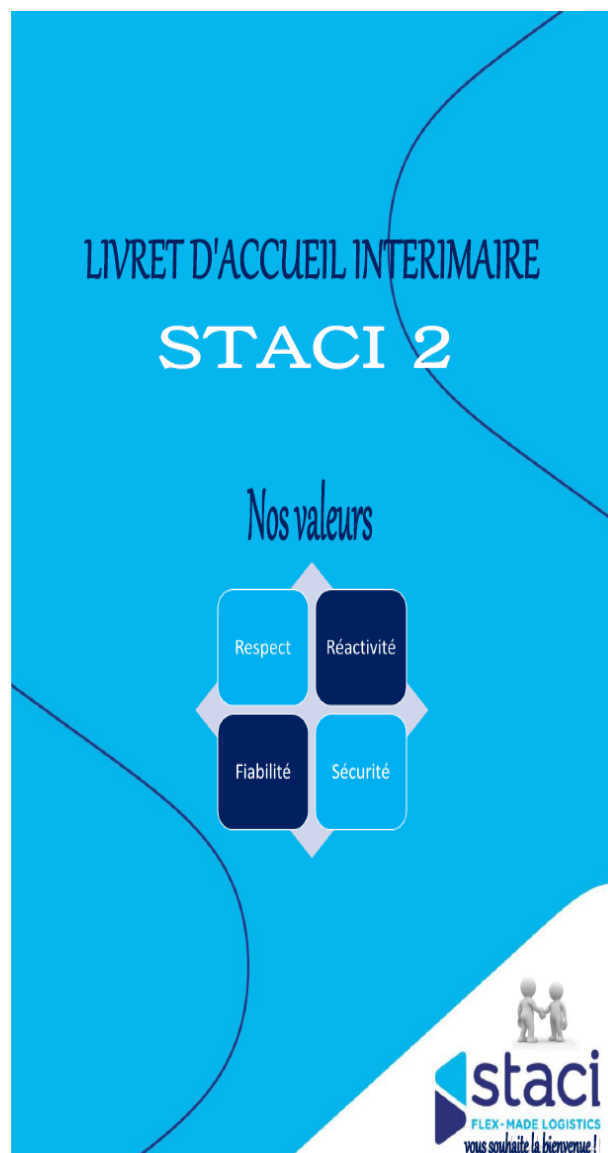
Règles générales à respecter pour la conduite dans le magasin

- ✓ Ne pas entrer dans une allée de déstockage déjà occupée
- ✓ Ne pas sortir d'une allée la cabine levée
- ✓ Ne pas déposer une palette ou colis dans une allée de stockage
- ✓ Port des écouteurs et utilisation du téléphone interdits pendant les heures de travail.

Règles générales à respecter pour les opérations de chargement et de déchargement

- ✓ Ne pas lever de charges supérieures à la capacité du chariot
- ✓ Respecter une visibilité vers l'avant, si ce n'est pas le cas il doit rouler en marche arrière
- ✓ Contrôler le bon calage de la remorque avant toute opération de chargement ou déchargement.
- ✓ Contrôler toujours l'état interne de la remorque avant toute opération.
- ✓ Rouler fourches basses à 15 cm du sol.

Mise à jour : novembre 2015



SAVOIR FAIRE

La Sécurité avant tout !!!



Je ne cours pas dans l'entrepôt et porte mes chaussures de sécurité



Pour soulever une charge, j'utilise la force de mes jambes en me pliant (flexion)





J'emprunte les allées signalisées pour tout déplacement à pied





Allée strictement réservée aux piétons



SAVOIR ETRE

Je ne fume pas  et  dans le Bâtiment (uniquement en dehors).

Je ne mange pas, je ne bois pas dans l'entrepôt 

Je ne téléphone pas  et je n'écoute pas de musique au travail avec ou sans écouteurs

Je ne m'absente jamais de mon lieu de travail  sans prévenir mon Responsable

A l'extérieur je roule au pas  et respecte des places réservées 

Interdiction de consommer de l'alcool ou toutes autres substances illicites dans l'entreprise

REGLES DE PROPRETE ET D'HYGIENE





Je porte une tenue propre et adaptée à mon travail.



Je soigne mes blessures.



Je me lave les mains ou utilise une solution hydro alcoolique après chaque pause et passe aux toilettes.

Je respecte la propreté des lieux  et utilise les poubelles mises à ma disposition 

CONSIGNES INCENDIE

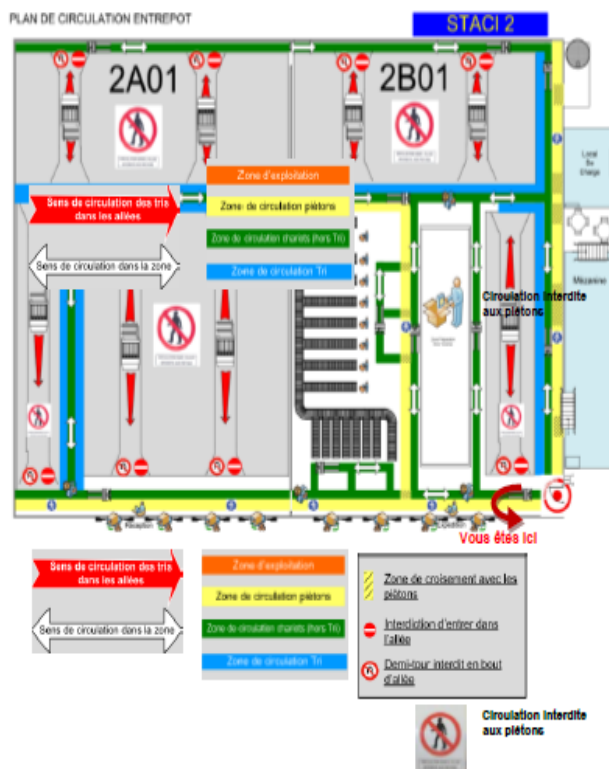
A détection d'un début d'incendie, appuyer sur le boîtier d'alerte.



J'évacue l'entrepôt immédiatement et rejoins le point de rassemblement sur le parking



PLAN DE CIRCULATION ENTREPOT



Il comporte :

- les informations spécifiques
- Les consignes de sécurité
- Les réglés en terme d'hygiène
- Le plan de l'entrepôt

Nous mettons aussi en place des formations sécurité pour que nos salariés afin qu'ils acquièrent de nouvelles compétences :



PLAN DE FORMATION STACI 2018

Catégorie 2 : DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES	ACQUISITION DES COMPETENCES			
	FORMATIONS	OBJECTIFS DE LA FORMATION	CONNAISSANCES ET COMPETENCES VISEES	POPULATION CONCERNEE
	BUREAUTIQUE	Accompagner l'adaptation des salariés dans le cadre d'une évolution professionnelle sur un poste administratif.	Acquérir les connaissances bureautiques nécessaires à l'exercice de la nouvelle fonction (Word, Excel, Powerpoint...)	Toute personne dont la fonction future exigera la connaissance des outils de bureautique.
	Management	Accompagner l'adaptation des salariés dans le cadre d'une évolution professionnelle sur un poste de manager.	Acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de la fonction de manager.	Toute personne dont la fonction future exigera des compétences en management.
	GACES (formations initiales) recommandation CNAM R38	Assurer l'apprentissage de la conduite d'engins de manutention et les règles de sécurité liées à leur utilisation dans l'entreprise.	Conduite des engins de manutention et connaissance des risques et des règles de sécurité à respecter.	Toute personne dont la fonction future exigera de conduire des engins de manutention.
	FORMATION INITIALE AUGUSTA 2	Permettre aux salariés d'utiliser les modules d'Augusta 2 nécessaires à l'exercice de leur futur métier	Acquérir les bases ou perfectionner les connaissances d'Augusta 2	Toute personne dont la fonction future exigera d'utiliser AUGUSTA 2 au quotidien

FORMATIONS OBLIGATOIRES	ACQUISITION DES COMPETENCES			
	FORMATIONS	OBJECTIFS DE LA FORMATION	CONNAISSANCES ET COMPETENCES VISEES	POPULATION CONCERNEE
	ACTEUR PRAP	Acquérir les bons gestes en activité professionnelle. Acquérir des postures de travail correctes.	Acquérir les bons gestes en activité professionnelle. Acquérir des postures de travail correctes. Prévenir les lombalgies et réduire les amplitudes de travail liés au mal de dos.	Tout le personnel
	INCENDIE	Former tout le personnel à la première intervention.	Connaître les principes élémentaires du feu et de l'extinction et savoir éteindre un début d'incendie avec les extincteurs Eau	Tout le personnel
	EVACUATION article R.4227-38 du code du travail	Former tout le personnel à évacuer les locaux en cas d'incendie.	Former des guides et serre-files pour encadrer le personnel lors des évacuations et organiser des exercices d'évacuation.	Tout le personnel (les guides et serre-files devront être volontaires).
	HABILITATIONS ELECTRIQUES	Donner la connaissance des risques inhérents à l'exécution d'opérations au voisinage ou sur les ouvrages électriques et des moyens de les prévenir.	Accéder sans surveillance à un local réservé aux électriciens, effectuer ou diriger des travaux non électriques dans l'environnement de pièces nues et sous tension, être responsable de sa propre sécurité ainsi que celle de ceux qui travaillent sous sa responsabilité.	Services Généraux (services supports) et Responsables d'exploitation (Intervenant locaux sur site pour débloquer les situations d'urgence)
	QUART D'HEURE SECURITE	Renforcement de la prévention des risques adaptée à l'activité de chaque secteur	Acquérir les principes de l'animation de la prévention sur les lieux de travail.	Tout le personnel

- ❖ Pour gérer l'évolution de nos outils informatiques : une formatrice est présente et couvre l'ensemble de STACI afin que nos salariés deviennent autonomes.

- ❖ Création d'un plan d'action sur les contrats de générations visant à réduire la discrimination



PLAN D'ACTION PORTANT SUR LES CONTRATS DE GÉNÉRATIONS

PREAMBULE

La loi n°2013-185 du 1^{er} mars 2013 portant création du contrat de génération vise à :

- Faciliter l'insertion durable des jeunes dans l'emploi par leur accès à un contrat à durée déterminée,
- Favoriser l'embauche et le maintien dans l'emploi des salariés âgés,
- Assurer la transmission des savoirs et des compétences.

Les dispositions réglementaires relatives aux contrats de générations varient en fonction de la taille de l'entreprise ou du groupe auquel elle appartient :

Les entreprises employant au moins trois cents salariés ou qui appartiennent à un groupe, au sens de l'article L. 2331-1, employant au moins trois cents salariés, sont soumises à une pénalité, dans les conditions prévues à l'article L. 5121-14, lorsqu'ils ne sont pas couverts par un accord collectif d'entreprise ou de groupe conclu dans les conditions prévues aux articles L. 5121-10 et L. 5121-11 et lorsque, à défaut d'accord collectif, attesté par un procès-verbal de désaccord dans les entreprises pourvues de délégués syndicaux, l'employeur n'a pas élaboré un plan d'action dans les conditions prévues à l'article L. 5121-12.

Le présent plan d'actions s'inscrit dans une politique globale de prévention des discriminations, de respect de la dignité au travail, d'égalité des chances et de gestion des ressources humaines basée sur les compétences et les résultats. Ce plan d'actions n'est pas destiné à favoriser les salariés de certaines tranches d'âges au détriment des autres tranches d'âges mais bien de mettre en œuvre des dispositions en matière de gestion des âges permettant de garantir la pérennité de l'entreprise.

Il est précisé que l'employeur veillera à l'équilibre des femmes et des hommes dans l'application de l'ensemble des mesures retenues.

Le plan d'action relatif aux contrats de générations fait suite à l'accord d'entreprise portant sur l'emploi des seniors signé en 2010 et s'appuie sur un diagnostic préalable sur l'emploi des jeunes et des seniors dans l'entreprise.

Ce diagnostic a mis en avant un vieillissement de la population avec un risque grandissant de départs en retraite dans les années à venir et un nombre croissant d'arrêts pour raisons de santé aux alentours de 45 ans.

AFFICHAGE OBLIGATOIRE

DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL

Applicables au 01/05/2008

INSPECTION DU TRAVAIL
Nom de l'inspecteur compétent : M m e GUYOMARCH
Adresse : Immeuble ATRIUM - 3-Bld-de-l'Oise - 95014-C-Pontlevé
Téléphone : 01-34-36-48-49 - Horaires : 8h - 17h

MEDICINE DU TRAVAIL
Nom de l'organisme compétent : AMETIF
Adresse : 2 allée des Caravelles - 95310 - Saint-Ouen l'Aumône
Téléphone : 01-30-37-45-14 - Horaires : 8h30-12h30-13h30-17h00

SERVICES D'URGENCE

- SAMU : → 15
- Pompiers : → 18
- Centre anti-poison : → 01-40-06-43-43
- Police : → 17
- Hôpital le plus proche : René DUBOIS - PONTLEVÉ - 01-30-76-40-40
- Urgence EDF : 0-810-833-196
- Urgence GDF : 01-80-82-41-00

CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE
Emplacement(s) des consignes de sécurité : Panneau Direction
Emplacement(s) des plans d'évacuation : A chaque service
Responsable(s) sécurité : RESPONSABLE D'EXPLOITATION
Responsable(s) évacuation : VOIR PLAN SIMPLIFIÉ D'INTERVENTION (Panneau Direction)
Lieu de stockage : Panneau d'affichage du Site

DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES
Lieu de consultation : Panneau d'affichage - Service DRH

CONVENTION COLLECTIVE
Numéro et nom : 0016 (Code IDCC) - TRANSPORT
Lieu de consultation : Direction de Site - Représentant du Personnel
→ Service DRH

JOUR(S) HEBDOMADAIRE(S) DE REPOS
Lieu de consultation : SAMEDI & DIMANCHE

HORAIRE DE TRAVAIL ET DEROGATIONS
PERMANENTES ET OCCASIONNELLES
Amplitude ouverture site 9H00-8-2H30

ORDRE DES DEPARTS EN CONGES
Lieu de consultation de la liste : Par service

COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL
(pour les entreprises de 50 salariés et plus)
Lieu de consultation de la liste des membres : Panneau Direction

RAPPEL : IL EST INTERDIT DE FUMER DANS LES LIEUX AFFECTES A UN USAGE COLLECTIF

COMMUNICATION SYNDICALE ET REPRESENTANTS DU PERSONNEL
Lieu de consultation : Panneau d'affichage Section Syndicale

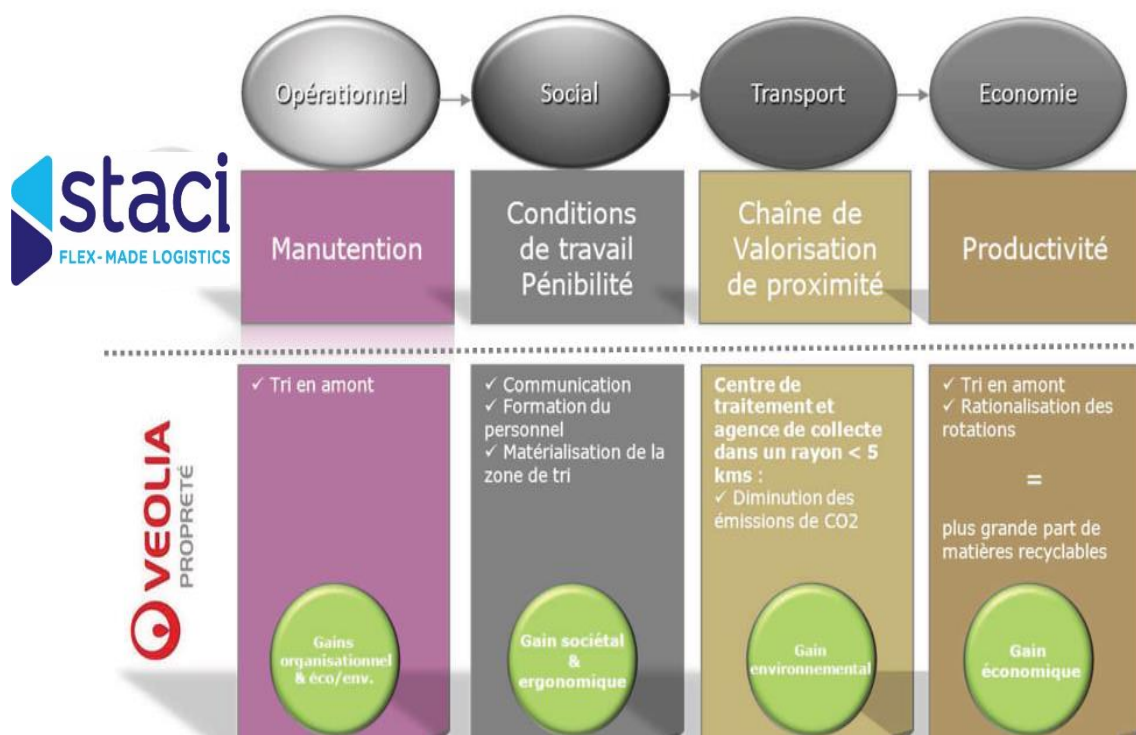
EGALITE DE REMUNERATION ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES
L'article L. 1122-1-1 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 50 salariés.
L'article L. 1122-1-2 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 10 salariés.
L'article L. 1122-1-3 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 5 salariés.
L'article L. 1122-1-4 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 3 salariés.
L'article L. 1122-1-5 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 2 salariés.
L'article L. 1122-1-6 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 1 salarié.
L'article L. 1122-1-7 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,5 salarié.
L'article L. 1122-1-8 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,25 salarié.
L'article L. 1122-1-9 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,125 salarié.
L'article L. 1122-1-10 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0625 salarié.
L'article L. 1122-1-11 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,03125 salarié.
L'article L. 1122-1-12 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,015625 salarié.
L'article L. 1122-1-13 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0078125 salarié.
L'article L. 1122-1-14 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00390625 salarié.
L'article L. 1122-1-15 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,001953125 salarié.
L'article L. 1122-1-16 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0009765625 salarié.
L'article L. 1122-1-17 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00048828125 salarié.
L'article L. 1122-1-18 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000244140625 salarié.
L'article L. 1122-1-19 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0001220703125 salarié.
L'article L. 1122-1-20 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00006103515625 salarié.
L'article L. 1122-1-21 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000030517578125 salarié.
L'article L. 1122-1-22 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000152587890625 salarié.
L'article L. 1122-1-23 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000762939453125 salarié.
L'article L. 1122-1-24 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000003814697265625 salarié.
L'article L. 1122-1-25 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000019073486328125 salarié.
L'article L. 1122-1-26 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000095367431640625 salarié.
L'article L. 1122-1-27 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000476837158203125 salarié.
L'article L. 1122-1-28 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000002384185791015625 salarié.
L'article L. 1122-1-29 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000011920928955078125 salarié.
L'article L. 1122-1-30 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000059604644775390625 salarié.
L'article L. 1122-1-31 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000298023223876953125 salarié.
L'article L. 1122-1-32 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000001490116119384765625 salarié.
L'article L. 1122-1-33 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000007450580596923828125 salarié.
L'article L. 1122-1-34 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000037252902984619140625 salarié.
L'article L. 1122-1-35 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000186264514923095703125 salarié.
L'article L. 1122-1-36 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000931322574615478515625 salarié.
L'article L. 1122-1-37 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000004656612873077392578125 salarié.
L'article L. 1122-1-38 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000023283064365386962890625 salarié.
L'article L. 1122-1-39 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000116415321826934814453125 salarié.
L'article L. 1122-1-40 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000582076609134674071875 salarié.
L'article L. 1122-1-41 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000002910383045673370359375 salarié.
L'article L. 1122-1-42 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000014551915228366851796875 salarié.
L'article L. 1122-1-43 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000072759576141834258984375 salarié.
L'article L. 1122-1-44 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000363797880709171294921875 salarié.
L'article L. 1122-1-45 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000001818989403545856474609375 salarié.
L'article L. 1122-1-46 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000009094947017729282373046875 salarié.
L'article L. 1122-1-47 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000045474735088641191865234375 salarié.
L'article L. 1122-1-48 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000227373675443205959326171875 salarié.
L'article L. 1122-1-49 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000001136868377216029796630859375 salarié.
L'article L. 1122-1-50 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000005684341886080148983154296875 salarié.
L'article L. 1122-1-51 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000028421709430400744915771484375 salarié.
L'article L. 1122-1-52 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000014210854715200372457887221875 salarié.
L'article L. 1122-1-53 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000710542735760018622894361109375 salarié.
L'article L. 1122-1-54 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000003552713678800093114471805546875 salarié.
L'article L. 1122-1-55 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000001776356839400046557235927734375 salarié.
L'article L. 1122-1-56 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000008881784197000232786179638671875 salarié.
L'article L. 1122-1-57 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000444089209850011639308981934375 salarié.
L'article L. 1122-1-58 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000002220446049250058196544909671875 salarié.
L'article L. 1122-1-59 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000011102230246250290982724548359375 salarié.
L'article L. 1122-1-60 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000005551115123125145491362271796875 salarié.
L'article L. 1122-1-61 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000277555756156257274556813589375 salarié.
L'article L. 1122-1-62 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000001387778780781286372784067946875 salarié.
L'article L. 1122-1-63 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000006938893903906431863920339734375 salarié.
L'article L. 1122-1-64 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000034694469519532159319601698671875 salarié.
L'article L. 1122-1-65 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000173472347597660796598008493359375 salarié.
L'article L. 1122-1-66 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000867361737988303982990042466796875 salarié.
L'article L. 1122-1-67 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000004336808689941519914950212333984375 salarié.
L'article L. 1122-1-68 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000002168404344970759957475106166796875 salarié.
L'article L. 1122-1-69 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000010842021724853799787375530833984375 salarié.
L'article L. 1122-1-70 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000054210108624268998936877654169921875 salarié.
L'article L. 1122-1-71 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000271050543121344994684388270849609375 salarié.
L'article L. 1122-1-72 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000001355252715606724973421941354248046875 salarié.
L'article L. 1122-1-73 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000067762635780336248671097067712240234375 salarié.
L'article L. 1122-1-74 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000003388131789016812433554853385612121875 salarié.
L'article L. 1122-1-75 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000016940658945084062167774266928060609375 salarié.
L'article L. 1122-1-76 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000847032947254203108888713133440303046875 salarié.
L'article L. 1122-1-77 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000004235164736271015544443566667201515234375 salarié.
L'article L. 1122-1-78 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000021175823681355277722222783336007576171875 salarié.
L'article L. 1122-1-79 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000105879118406777886111113916680037880859375 salarié.
L'article L. 1122-1-80 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000000529395592033889430555569583400189404296875 salarié.
L'article L. 1122-1-81 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000002646977960169447177777847917000947021484375 salarié.
L'article L. 1122-1-82 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000001323488980084723588888923958500047351221875 salarié.
L'article L. 1122-1-83 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000006617444900423619444444619792500236756119375 salarié.
L'article L. 1122-1-84 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000000330872245021180972222230989625011837809375 salarié.
L'article L. 1122-1-85 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000001654361225105936111111154947312559189401875 salarié.
L'article L. 1122-1-86 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000000008271806125529680555555774736562795947009375 salarié.
L'article L. 1122-1-87 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000000041359030627648402777778873682813979735046875 salarié.
L'article L. 1122-1-88 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000000206795153138242013888894368414069898675234375 salarié.
L'article L. 1122-1-89 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000000001033975765691210069444471842070349493376171875 salarié.
L'article L. 1122-1-90 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000000005169878828456050347222235921035247466880859375 salarié.
L'article L. 1122-1-91 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000000025849394142280251736111179605176237334404296875 salarié.
L'article L. 1122-1-92 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000000000129246970711440128680555898025881186722021484375 salarié.
L'article L. 1122-1-93 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000000000646234853557200643402777940129440833610109375 salarié.
L'article L. 1122-1-94 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000000003231174267786003217013889700647202168050546550546875 salarié.
L'article L. 1122-1-95 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,000000000000000000000000001615587133893001608506944850323601040275273272734375 salarié.
L'article L. 1122-1-96 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000000000008077935669465008042534724251618005201376366363671875 salarié.
L'article L. 1122-1-97 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000000000004038967834732504021267362125580026006888183109375 salarié.
L'article L. 1122-1-98 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000000000020194839173662520106336810627900130034440915546875 salarié.
L'article L. 1122-1-99 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,0000000000000000000000000001009741958683126005316840531395006501722045772734375 salarié.
L'article L. 1122-1-100 du Code du Travail (CCT) est applicable aux entreprises employant au moins 0,00000000000000000000000000005048709793415625026584202656975032508610228863671875 salarié.

15

Environnement



















- ❖ Pour répondre à ces principes, STACI travaille avec veolia depuis 2012 pour le recyclage des déchets :

- L'objectif est de réduire l'impact environnemental
- Ci-dessous la chaîne opérationnelle staci mise en place avec VEOLIA :



Ci-dessous un exemple de traitement de déchet d'un de nos sites depuis nos sites où Veolia les collectent jusqu'au exutoires où il y a le traitement. :

• **SYNOPTIQUE DE VOS COLLECTES PAR FLUX : STACI 1**

	FLUX	COLLECTE INTERNE	STOCKAGE	VÉHICULE DE COLLECTE	SITE DE TRAITEMENT	PROCÉDÉ TRAITEMENT
Staci 1	Déchets à trier  51 TONNES / AN	Bac roulant 660L  6 UNITÉS MUTUALISÉES TOUTS FLUX	Benne ouverte 30m³  1 UNITÉ	Camion MOVI  17 COLLECTES / AN	CGECP St Ouen l'Aumône  CENTRE DE TRI / TRANSFERT	Code R/D : R13  TRI ET VALORISATION
Staci 1	Brochures mêlées  144 TONNES / AN	Sans objet 	Palettes filmées  VARIABLE	Camion SEMI  12 COLLECTES / AN	OPESLIA Gennevilliers  CENTRE DE TRI / TRANSFERT	Code R/D : R3  RECYCLAGE
Staci 1	Cartons / plastiques  40 TONNES / AN	Bac roulant 660L  6 UNITÉS MUTUALISÉES TOUTS FLUX	Compacteur poste-fixe 30m³ + LC  1 UNITÉ	Camion MOVI  10 COLLECTES / AN	CGECP St Ouen l'Aumône  CENTRE DE TRI / TRANSFERT	Code R/D : R3  RECYCLAGE



Anti-corruption

Pour répondre ce principe, STACI a mis en place une charte achat responsable depuis le 1 septembre 2011 :



L'objectif de cette charte est d'exprimer les attentes de STACI vis-à-vis de ses fournisseurs. Elle marque la volonté de STACI de mettre en avant ces valeurs et ses grands principes auxquels elle est attachée